

**Migrations - Lutte contre les
réseaux de trafiquants de migrants -
Communiqué du ministère de
l'intérieur**

(Paris, 20 mars 2018)

M. Gérard COLLOMB, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a achevé son déplacement en Afrique le samedi 17 mars par un déplacement à Agadez, au centre du Niger, lieu de passage stratégique des passeurs et trafiquants d'êtres humains.

Accompagné d'une délégation de parlementaires, Gérard Collomb a eu un entretien de travail avec M. Sadou Soloke, Gouverneur d'Agadez, ainsi qu'avec les autorités locales, M. Mohammed Anacko, Président du Conseil régional d'Agadez, M. Rhissa Feltou, maire d'Agadez et M. Oumarou Ibrahim Oumarou, Sultan de l'Aïr.

Longtemps point de passage des routes migratoires irrégulières vers la Libye et les côtes italiennes, la ville d'Agadez connaît une réorientation profonde de son économie depuis l'année 2016 qui a été marquée par la mise en oeuvre rigoureuse de la loi réprimant le trafic des êtres humains au Niger. L'action résolue des autorités nigériennes a permis de diviser par dix le nombre de migrants entrant chaque mois dans la ville d'Agadez entre octobre 2016 et janvier 2018 (22.000 entrées enregistrées à Agadez en 2017). L'action judiciaire s'est également renforcée avec 268 passeurs poursuivis en 2017 et la saisie de 140 véhicules.

Afin de relever les enjeux liés au déclin de l'économie du trafic des êtres humains, des projets de développement ont été formulés et financés par l'Union européenne et la coopération bilatérale française, tel que la construction de la centrale hybride photovoltaïque/diesel d'Agadez ou le projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et d'Agadez pour un montant de 30 millions d'euros. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur a insisté sur la déstabilisation des économies locales engendrée par les activités liées au trafic d'êtres humains et la nécessité de mettre en place une politique de développement apportant une alternative durable aux activités criminelles. Il a souligné la nécessité de mieux identifier les besoins, en lien avec les populations et les autorités locales, et de dessiner grâce aux financements de l'Union européenne, de la France, et dans le cadre de la coopération décentralisée, les modalités concrètes d'un développement de long terme créateur d'emploi et d'opportunités économiques.

Gérard Collomb s'est ensuite rendu au Centre de transit de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour entendre les témoignages des migrants victimes des passeurs.

Ce centre apporte une assistance directe aux migrants qui le souhaitent, au travers d'un suivi individualisé des plus vulnérables, tel que les femmes ou les mineurs isolés, ou une assistance au retour volontaire et à la réintégration dans le pays d'origine. Depuis 2016, plus de 6200

migrants ont été secourus dans le désert et accueillis dans les centres de l'OIM au Niger. En 2017, ce sont près de 7100 personnes, dont plus de 500 mineurs, qui ont été assistés après avoir sollicité une aide pour rentrer dans leur pays. Les échanges avec les migrants hébergés ont illustré la nécessité de renforcer plus encore l'assistance à ceux qui, en détresse, souhaitent rentrer chez eux dans des conditions respectueuses de la dignité humaine. Les activités de l'OIM, financées par l'Union européenne mais aussi directement par la France (1,25 millions d'euros entre 2015 et 2017) sont indispensables pour offrir une alternative crédible aux chimères des passeurs qui font peser des risques considérables sur la vie des migrants.

Enfin, le ministre s'est rendu à l'antenne de la mission EUCAP Sahel Niger ouverte à Agadez en 2016. Cette mission civile de l'Union européenne, dotée d'un budget de 31 millions d'euros pour la période 2016-2017, compte à l'heure actuelle 145 personnels dont 49 français parmi lesquels 26 personnels du ministère de l'Intérieur. Elle apporte un soutien aux autorités nigériennes dans le renforcement de leur dispositif de sécurité, par des activités de Conseil et de formation. EUCAP Sahel Niger appuie en particulier la création au sein des forces locales d'unités mobiles d'intervention aux frontières dédiées au contrôle des zones frontalières avec la Libye. Les objectifs de la mission ont été élargis en 2015 à la lutte contre l'immigration irrégulière. Son activité auprès des forces de sécurité sous ce thème a permis la formation de 1000 personnels nigériens et contribué au renforcement de l'action de l'Etat nigérien qui a entraîné une baisse drastique des flux migratoires depuis l'été 2017. M. Gérard Collomb a souhaité que la réflexion puisse se poursuivre sur les missions réalisées par la mission EUCAP Sahel Niger afin de conforter son action auprès des forces de sécurité du Niger.

Cette journée à Agadez au plus près de la réalité migratoire a permis de rappeler que la lutte contre les filières de l'immigration irrégulière nécessite une action globale et cohérente entre pays de destination, de transit et d'origine./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)